

# UNITÉ

## LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

**ÉDITO** : Elle commence à Lisbonne, elle termine à Dublin, une vraie ballade Bruxelloise  
Par Renaud Chenu (75)

L'Europe, ce progrès magnifique, ce projet superbe, cette projection audacieuse ! On s'y est écharpé dans le vieux continent. Notre mémoire est irriguée de fleuves de sang, elle bruisse du vacarme du fêret de l'éclair du feu qui se déversèrent comme le tonnerre pour de nobles et terribles causes : la Vraie Foi, le Roi, la Patrie, la Liberté, la ligne bleue des Vosges ! On y offrit sa poitrine en gentilhomme, on se sacrifia en patriote, on aimait le meurtrier comme on adorait la mort. Les nations tenaient dans un fourreau, leur fierté était au bout du fusil. Et puis on se lassa des massacres. La guerre de cent ans, de trente, de sept, les guerres de religion, Napoléon et ses conquêtes, la Grande Guerre, la Shoah... on avait fait le tour des horreurs, épuisé toutes les ressources de l'art de la mort. A la charnière du vingtième siècle les européens se déclarèrent fatigués de mourir. Ils firent la paix. Ils firent l'Europe. Les peuples élevés dans les cachots du nationalisme furent éduqués à l'amitié. On rangea au placard les héros de la guerre et les nations se firent raisonnables. L'intelligence qu'on avait mis à s'entre-tuer, on l'usa à s'unir. Un drapeau, un hymne, des traités, une monnaie. L'hydre européenne grandit, de 6 têtes elle s'en découvrit 27. Un joyeux bazar, de plus en plus fourraque. Un vaudeville des peuples qui se cherchent un destin commun. Tous sont sommés de jouer la même pièce. Mais la trame est difficile, les acteurs ont leur ego, l'écriture prend du temps à défaut de prendre du retard, la mise en scène, souvent, est chaotique. C'est le bordel.

Les Irlandais viennent de rejeter le traité de Lisbonne. Les Français avaient envoyé dans les poubelles de l'histoire le TCE, imités par les hollandais. L'Europe est en panne, bloquée, piétine, bref, semble dans la merde. Les nonis français avaient été traités de populistes, de nationalistes, de réactionnaires. Les élites européennes avaient décidé de faire la politique de l'autruche. Du TCE on a fait Lisbonne. Même texte, organisé différemment. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le seul peuple invité à se prononcer par référendum a dit non. L'Irlande revotera ! On leur a déjà fait le coup pour le traité de Nice ! Ou bien on permettra à l'Irlande de déroger à la règle commune ? L'Angleterre profite de telles mesures pour Maasricht et Schengen. L'Europe des peuples, démocratique, oui, mais sans l'avis des peuples, c'est plus commode !

La fulgurance de Saint-Just (qui n'était que fulgurance !) « Le bonheur est une idée neuve en Europe » est toujours d'actualité. Mais ne nous voilons pas la face. Les batailles que nous devons mener dans le cadre européen sont les mêmes qu'aillurs. La rapacité des banques qui imposent le ur impérium à toute l'économie, le patronat criminel qui régnent le salariat dans des conditions de plus en plus rudes, la police et la justice qui prennent de plus en plus de libertés avec les libertés au nom de la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale : voilà le sens que prend l'Europe quand la Commission n'existe qu'à travers ses Bulles incantatoires qui dérèglent l'économie, privatisent les services publics, font tomber un rideau de fer sur les frontières de l'Union.

L'Europe dans laquelle nous vivons est datée. S'en têter dans la construction d'un gros machin libéral et technocratique ne rimera plus à rien. Continuer dans cette voie, c'est assassiner l'Europe sur l'autel de l'arrogance des obsédés du robinet à profit qui n'aiment l'Europe que parce qu'elle les sert.

L'Europe qui dit non aux traités, c'est l'Europe qui aime ses services publics de qualité, qui ne voit que vertus dans la protection sociale, qui désire une harmonisation, une intégration qui soit synonyme de nouveaux droits, de progrès social, de plus de liberté : en un mot de bonheur. Le Non Français était la meilleure nouvelle qui soit arrivée à l'Europe de puis sa création. On a tenté de faire sans les peuples, les Irlandais ont réagi pour nous tous. Un pour tous, tous pour un, voilà les peuples appelés au référendum qui se font mousquetaires de la démocratie ! Car le noeud gordien de l'avenir européen est là : dans la démocratie. Une constitution, oui ! Aucune constitution ne mérite ce nom si n'est celle le fruit d'un processus constituant qui naît du peuple, des peuples. Osons les États Généraux de l'Europe, quartier par quartier, entre prise par entre prise, village par village ! Voyons ce qui naît de beau du génie des peuples rassemblés à la table de leur avenir commun ! Voilà une perspective qui a une gueule socialiste. Ce sera compliqué, un vaste bordel, on prend des risques avec une telle démarche, c'est la porte ouverte vers l'inconnu ? Mais c'est le propre de la démocratie que d'être la porte ouverte vers l'inconnu, camarades !



*En 1849 à Paris, se tient le Congrès international de la paix. Victor Hugo en préside les débats. Pour la première fois, il y lance l'idée des États-Unis d'Europe.*

### SOMMAIRE

**Page 1** Edito, par Renaud Chenu (75)

**Page 2** Putain, Un an !, par Jean François Claudon (75)

**Page 3** Finance et spéculation : une économie parasitaire, par David Torres (75)

**Page 5** La Valls des grandes idées... par Thibault Thelleire (43)

**Page 6** Face à la droite, le combat continue, par Rudy Namur (52)

**Page 7** Qu'elle était belle la République sous l'Empire ! par Ugo Bernalicis (59) et Martin Crouzet (69)

**Page 8** Le Maradonna de Kusturica : détonnant ! par Julien Guérin (75)

## PUTAIN, UN AN !

Par Jean-François Claudon (75)

En cette fin d'année scolaire, à l'heure des bilans, il se rait bon de dresser ce lui de Napoléon. Vous savez, on l'appelle plus couramment Chanoine honoraire du Latran, ou M. Bling Bling. Que de casquettes pour ce homme si simple, qui, de puis peu, aspire tellement à la discrétion et à l'anonymat.. Il est temps de faire les comptes, M. l'omniprésident ! A vous, qui voulez évaluer vos ministres et même les noter, d'aller au tableau et d'entendre les appréciations que mérite votre exercice du pouvoir.

Première remarque : l'aura du président de la Vème République le « mieux élu » n'a pas fait long feu. On se gausse partout de la baisse de la popularité du chef de l'Etat, mais la crise de l'Exécutif est bien plus profonde qu'elle n'en a l'air. Sarko est en effet loin d'avoir réalisé son programme antisocial, qu'il avait d'ailleurs caché lors de sa campagne, afin de se présenter comme le « président du pouvoir d'achat ». En fait, il se faisait fort d'exécuter le mandat donné par les classes possédantes, à savoir diminuer drastiquement le « coup du travail » en France afin d'adapter le capitalisme français à la concurrence internationale. Ce projet devait passer par la remise en cause du salaire socialisé, des cotisations que les gens de droite appellent « charges », du droit de grève, du droit du travail.. Mais un an après le début de son mandat, il craint d'en être réduit à faire le Chirac et attendre des jours meilleurs, comme ce fut le cas pour ce de mière en 1986, 1995-97, puis après 2003.. Rude coup porté au « volontarisme » présidentiel ! Au moins, Sarko aura appris qu'il ne contrôle pas toute ce qu'il est bien peu de chose par rapport à la souffrance sociale de millions de salariés et au mouvement de masses qui re commence à se déployer.

La droite attaque, bien sûr -c'est sa nature !-, mais elle ne bénéficie plus d'un rapport de force si favorable. Le temps de l'ouverture à « gauche » et l'ambiance d'Union sacrée sont tout de ux clos de puis longtemps. Les oppositions se multiplient (lycéens, étudiants, enseignants, fonctionnaires, grande distribution, travailleurs sans-papiers...) et se sont concrétisées dans la défaite de la droite aux élections municipales. Le gouvernement est de puis rentré en crise, tout comme les classes dirigeantes qu'il est censé servir. Certains estiment qu'il faudrait passer en force, car l'opposition est encore trop éclatée pour organiser une réponse globale. N'est ce pas ce que pense Devedjian quand il annonce la suppression de toute limite légale de la durée du travail ? D'autres sont beaucoup plus circonspects et attendent patiemment un second souffle. La crise au sommet de l'Etat s'exprime de puis peu au grand jour, puisque chaque lundi se réunissent maintenant 7 ministres autour du Président, qui continue évidemment à réunir « son » conseil de ministres le mercredi, flanqué d'un Premier ministre, qui n'a pas pas le

privège d'être convié aux réjouissances du lundi. Les conjurés apparaissent à visage découvert, devant les caméras. Sont membres de ce politburo de crise Hortefieux, Bertrand, Darcos, Woerth, Châtel, Wauquiez et Morano. En sont donc exclus Fillon, Borloo, Dati & Cie... Sarko n'avait-il pas insisté, il y a peu, pour que ces services fassent preuve d'un minimum de solidarité interministérielle ?

Après un an en Sarkozie, la situation commence à se décanter : en bas, on ne veut plus et, en haut, on commence à ne plus pouvoir.. Il est donc plus que temps de démettre ces impositeurs qui s'étaient parés du voile immaculé du « pouvoir d'achat », pour dissimuler leur appartenance de classe. Jamais ils ne serviront les salariés de ce pays ! Ils ne sont que les valets des banquiers et des actionnaires. Le respect de la démocratie la plus élémentaire exige qu'ils s'en aillent. On a commencé à entendre, dans la manif FSU du dimanche 18 mai, des slogans clairement politiques tels que « Un an, ça suffit » ou encore « Darcos Démission », prologue à la faillite du gouvernement. Mais il reste un préalable. Si le PS et le reste de la gauche ne couvrent plus Sarko avec la même exubérance qu'aux lendemains de son élection, ils ne se présentent pas comme un débouché politique naturel pour ce te force sociale qui commence à se poser la question du pouvoir. La position fondamentale de notre Parti, sur le traité de Lisbonne ou sur la LRU, est loin de cliver nettement avec ce lle de la droite... Et le débat actuel sur la nouvelle déclaration de principe, faisant de « l'économie sociale et écologique de marché » le nouveau paradis socialiste, ne va pas dans le sens de la clarification. Mais, de leur côté, que les gauchistes ne jouent pas leurs vie rges et farouchées. TOUTE la gauche donne des gages. La tendance dirigée par le LCR dans la FSU n'a-t-elle pas voté avec Aschieri le protocole sur le « dialogue social », imposé par Sarkozy dans la fonction publique ? Bref, n'a-t-elle pas soutenu le dirigeant syndical qui se doit de donner des gages au « Régime » afin de prouver sa loyauté ? Il est plus que temps d'appeler au Tous ensemble contre Sarko et sa bande. Dehors les copains et les coquins ! Elections anticipées afin de désigner une Constituante qui rompe avec la Vème République antidémocratique.

Notre mouvement, le MJS, en pointe dans la mobilisation lycéenne, doit rappeler aux partis de gauche leur vraie responsabilité : non pas éviter le « désordre » qu'impliquerait un bouleversement du calendrier politique, mais la défense inconditionnelle des salariés. Les fauteurs de trouble, ce ne sont ni les lycéens, ni les sans-papiers, ni les mal-logés. C'est ce gouvernement. Il faut maintenant le dire clairement.

## FINANCE ET SPÉCULATION : UNE ÉCONOMIE PARASITAIRE

Par David Torres (75)

Les crises à répétition dans le secteur de la finance sont l'expression de graves « dysfonctionnements » de l'économie libérale qui ont pour origine les rapports de production et de propriété. La cause de ces crises provient aussi des politiques économiques mises en œuvre pour les contenir.

Des effets de la mondialisation libérale

La vague mondiale de dérégulation sur les marchés financiers, débutée aux États-Unis dans les années 80 a donné au capitalisme un visage vraiment mondial. Plus rien aujourd'hui n'entrave la circulation des capitaux. Les entreprises, comme les salariés, se retrouvent aujourd'hui mis en concurrence à l'échelle mondiale. Sous la pression des actionnaires, les entreprises sont dans une course sans fin aux profits : si la rentabilité d'une entreprise est trop faible selon les actionnaires, ceux-ci retirent leurs capitaux pour investir ailleurs, et l'entreprise est en faillite.

Pour augmenter les profits, les « coûts » de production sont abaissés : on tire notamment les salaires vers le bas, comme si le salaire était un coût, alors que c'est du travail des salariés que sont issues toutes les richesses. D'où la tendance actuelle au dumping social, les salariés devant accepter des baisses de salaire sous peine de délocalisation.

La montée des profits est une cause majeure de la puissance des marchés financiers

Si les salaires, à l'échelle d'un pays ont tendance à stagner, comme en France, ou même à baisser, les entreprises ne trouvent plus de débouchés pour la production. L'investissement devient donc inutile, quand bien même les entreprises font des profits. La croissance stagne, le problème du chômage devient irrémédiable, le pouvoir d'achat des ménages baisse. Voilà la conséquence des politiques libérales menées de puis plus de 20 ans.

Jamais dans l'histoire du capitalisme, le partage de la valeur ajoutée (c'est-à-dire des richesses nouvellement créées) n'a été aussi favorable aux profits et défavorable aux salaires. Mais du fait des faibles salaires et donc du manque de débouchés, ces profits ne sont pas investis. Ils partent dans la poche des actionnaires qui les utilisent pour spéculer sur les marchés financiers. Les marchés financiers sont donc hypertrophiés. Ce sont plus de 1000 milliards de dollars qui sont échangés chaque jour sur les marchés financiers. La finance internationale représente plusieurs fois le PIB mondial.

Les marchés financiers, un facteur de crise

L'argent qui circule sur ces marchés n'est utilisé pratiquement qu'à des fins de spéculation, c'est-à-dire à l'achat de produits financiers, (comme les actions, les obligations...) dans l'espoir de réaliser une plus value au moment de leur revente. En plus de l'augmentation de la spéculation, ce sont des produits de plus en plus risqués qui s'échangent, comme les « sub-primes ».

La crise actuelle est due à la perte de confiance des spéculateurs dans ces prêts hypothécaires Américains, qui sont des produits extrêmement risqués, c'est-à-dire dont la rentabilité est plus qu'incertaine. Après l'euphorie des spéculateurs, ils se sont rendu compte que ces produits financiers étaient surcotés, ce qui a provoqué une perte de confiance, une revente massive de ces produits, et donc une chute de leurs cours. Ce mécanisme, propre à la spéculation, avait été extrêmement critiqué dans les années 30 par Keynes, qui dénonçait le caractère irrationnel et moutonnier des spéculateurs, qui agissent tous les uns comme le font les autres : si un spéculateur retire ses actions, alors les autres font de même, il y a crise de confiance et le marché s'effondre d'un coup, c'est le krach boursier. Mais la spéculation à l'époque de Keynes était très loin d'avoir pris l'ampleur d'aujourd'hui. Le risque de crise économique due à un krach financier reste encore plus fort aujourd'hui qu'à la fin des années 20...

Cette crise implique les plus grandes banques du monde, qui utilisent notamment l'épargne des ménages pour spéculer. C'est aussi ce que Keynes avait pros crit: si les banques spéculent et qu'il y a une crise sur les marchés financiers, alors certaines peuvent faire faillite, comme la Northern Rock, et les « agents économiques » perdent confiance dans le système bancaire. Cette crise se répercute alors dans la circulation de la monnaie et se transforme en crise monétaire. Et s'il y a une crise monétaire, les « agents économiques » ne peuvent plus régler leurs transactions, et c'est la crise de l'ensemble de l'économie par effet de contagion. Pour Keynes, il fallait donc pour éviter la crise cloisonner l'activité des banques, ce qui avait été en partie fait après la guerre, et défait par les libéraux dans les années 80...

Des réactions inadéquates

Face à ce risque majeur, les autorités monétaires ont dû réagir. Mais à la place d'adopter un ensemble de mesures visant à limiter l'importance des marchés financiers pour éviter ce genre de crises, et de tenter de réinjecter ces liquidités dans l'économie pour soutenir l'investissement, les banques centrales, la FED (banque centrale américaine), la BCE et la banque centrale Japonaise ont injecté 2000

milliards de dollars dans les marchés financiers. Autrement dit, ils ont renfloué les poches des spéculateurs qui avaient trop perdu pendant la crise.

Au-delà de l'injustice flagrante (les autorités mondiales trouvent immédiatement des milliards de dollars quand il s'agit de les redistribuer aux spéculateurs, mais pas quand il s'agit de venir à bout de la faim dans le monde...), il semble que ce type d'intervention soit inefficace :

Déjà, les spéculateurs anticipent que s'ils font de grosses pertes, ils se feront automatiquement renfloués par les autorités monétaires. Alors plus rien ne les empêche de prendre de plus en plus de risques, et de provoquer d'autres crises.

De plus réinjecter des milliards de dollars augmente la masse monétaire. Et l'on sait que si la masse monétaire augmente de façon déconnectée de la production, il y a mécaniquement de l'inflation (c'est l'argument utilisé pour refuser les augmentations de salaires !) : c'est donc précisément là que se trouve la cause de l'inflation actuelle.

De la spéculation sur les marchés financiers à celle sur la vie des hommes

Enfin, les mesures prises par les banques centrales ont provoqué une augmentation de la spéculation : après la chute des cours sur les marchés financiers, une partie importante du capital, enrichie par les milliards émis par les banques centrales, s'est déplacé vers « les valeurs refuges », qui ont peu de chance de chuter en cas de crise, produits agricoles et matières premières. En rachetant sur les marchés de matières premières, puis en stockant, les cours sur les marchés ont augmenté. Autrement dit, d'une

spéculation financière, le capital passe à une spéculation sur des produits vitaux, rachetant les stocks à bas prix, et en faisant monter les cours, puis en revendant avec profit.

Il est vrai que l'augmentation rapide de la demande des marchés émergents comme en Chine fait augmenter les prix, qu'il y a eu de relatives mauvaises récoltes dans certains pays, ce qui limite l'offre et exerce également une pression sur les prix, mais l'explosion actuelle des prix des matières premières et des produits agricoles est largement due à l'action des spéculateurs.

Tout cet argent échangé sur les marchés financiers est « parasité », il n'est pas investi et ne contribue donc pas au développement. Pourtant, de telles sommes pourraient sortir une grande partie de l'humanité de la misère dans laquelle on la maintient.

Bien au contraire, ce capital financier exerce une pression de plus en plus forte sur les populations. Il met les travailleurs du monde entier en concurrence. Il est responsable aujourd'hui de la montée des prix des biens de première nécessité, plongeant une partie importante de la population mondiale dans une honteuse crise alimentaire : et à ce petit jeu là, ce sont les populations les plus pauvres qui se retrouvent privées de moyens de subsistance. C'est pourquoi nous devons affirmer notre opposition à ce système économique : nous ne sommes pas socialistes et libéraux, qui sont deux positions irréconciliables, nous sommes tout simplement socialistes, c'est-à-dire contre la dictature des marchés financiers, anti-libéraux et anti-capitalistes.



## LA VALLS DES GRANDES IDÉES QUI NE SERVENT À RIEN SAUF À PERDRE.

Thibault Thellier (43)

Pourquoi la désignation du nouveau Premier secrétaire du PS ne peut-elle pas s'ouvrir à tous les Français ?

Dimanche 11 mai 2008, Manuel Valls proposait que la désignation du premier secrétaire du parti soit démocratique, le fait de tous les Français. Il s'agirait, selon lui, d'une « véritable révolution », qui garantirait au PS le retour à un fonctionnement démocratique idéal. Quelle vision de ce qui est révolutionnaire !

Ouvrir le scrutin à tous les Français, c'est avouer l'incapacité dans laquelle se trouve le PS de se reconstruire au moyen de ses propres forces. Pour mener à bien sa rénovation, ce sont les militants socialistes qui doivent décider de l'orientation que le Parti doit prendre, et non pas n'importe quel péquin qui se ferait une idée en ouvrant Le Point le matin d'un vote qu'il conquiert. Souvenons-nous de la période de l'investiture socialiste, à la fin 2006, et de l'éphémère succès de Ségolène Royal. Ce sont les conférences de rédaction des grands journaux d'opinion, ainsi que les principaux instituts de sondages, qui l'ont désignée candidate aux présidentielles, bien plus que le débat militant qui se résumait souvent au gnan-gnan "oui, mais les sondages indiquent que les Français la préfèrent". On aurait mieux fait de regarder dans une boule de cristal. Ne nous laissons pas mener une nouvelle fois en bateau, simplement parce que nous n'aurions pas confiance en notre force de conviction et en notre capacité à construire un projet, un programme et un candidat. Car un candidat, dans une élection plébiscitaire comme l'est la présidentielle, ça se construit !

Le Parti Socialiste est une organisation politique (c'est une lapalissade que de le dire, mais parfois il faut le rappeler !). Pas une boîte de production qui lance un interprète comme d'autres lancent un yaourt aux vertus amincissantes. Plus que jamais le Parti a besoin de se réaffirmer en tant qu'outil politique au service des salariés de ce pays. Pour cela, il faut renouer avec nos fondamentaux idéologiques : reconnaissance de la division de la société en classes sociales aux intérêts antagonistes, soutien au mouvement des masses, implication dans les syndicats, union de la gauche, internationalisme... L'outil politique pour réaffirmer cette ligne ne peut être qu'un Parti Socialiste, véritablement

démocratique, qui reconnaît le droit de tendance en son sein et qui permet de débattre sur le fond. Nous ne voulons, ni ne pouvons nous résigner à appartenir à un parti de supporters et de groupies ! Nous ne voulons pas d'un « leader », mais d'un véritable combat d'idées. Nous n'en avons pas peur, car nous savons que nos positions, indépendamment des questions de personnes, sont majoritaires à gauche et dans le Parti. Arrêtons de céder aux sirènes de la presse croupionne qui nous taxe de conservatisme ou encore d'archaïsme. Il s'agit, bien au contraire, de ne pas nier ce que nous sommes : des socialistes, fidèles à un « réformisme radical », antilibéral et transformateur. La rénovation du PS doit passer par ce t'éclaircissement idéologique à même de fermer la parenthèse libérale ouverte en 1983. Une fois cette clarification faite, nous pourrions réfléchir sérieusement à la nomination d'un nouveau Premier secrétaire qui devra, sinon incarner, au moins porter haut et fort les valeurs et les idées socialistes.

Un programme et un candidat ne servent qu'à une chose : à reconquérir le pouvoir. Cette reconquête ne se fera pas en draguant l'électorat. Comme ce la avait été souligné lors du dernier congrès du MJS, nous ne faisons pas la promotion d'un produit de consommation culturelle et courante ! Nous ne devons pas séduire les Français grâce à une personnalité prétendument charismatique, mais leur faire prendre conscience des réalités que l'on cherche trop souvent à leur cacher. Leur faire prendre conscience de la surexploitation d'une partie accrue de la population, mais également de la force collective énorme qui mûrit dans les rangs des salariés. En outre, nous devons proposer aux travailleurs un modèle de développement alternatif à ce qui est proposé aujourd'hui par la droite. Si nous ne proposons pas cela, nous nous plaçons en position de faiblesse, comme lors des dernières présidentielles. Une position où nous ne sommes même plus capables de donner de perspectives et où la réponse à toutes les questions se réduit au pathétique : « ce sera les Français qui décideront ».

Pour lutter contre cette dérive bonapartiste, il convient de redonner une place décisive aux militants de notre organisation en permettant une élaboration démocratique et collective du programme socialiste, mais aussi et surtout, en les laissant se prononcer le jour où ils se sont appelés à le faire. Être militant socialiste, c'est avoir une conscience socialiste, c'est donc être en mesure de raviver la flamme du changement. Sans s'ouvrir à tous les vents, comme le propose Monsieur Valls.

## FACE À LA DROITE, LE COMBAT CONTINUE

Rudy Namur (52 ans, ingénieur, Chalon en Champagne)

« La nouvelle droite, dans la droite lignée de la droite légitimiste, celle qui à la chute de Napoléon le 1<sup>er</sup>, sous Louis XVIII, puis Charles X, cherche à restaurer les privilèges des plus riches », in Liêm H OANG-NGOC, Sarkonomics, Grasset, 2008.

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, les Français doivent faire face à des choix. Le choix de se nourrir ou de se loger, de se soigner ou de se nourrir, mettre de l'essence ou avoir des loisirs... Bref, la droite demande à une majorité de Français de se serrer la ceinture pendant que les plus fortunés bénéficient de plus en plus de cadeaux fiscaux.

Les socialistes font le choix du progrès et de l'intérêt général. Pourquoi permettre à quelques-uns de bénéficier de 15 milliards d'euros, alors que la majorité a du mal à boucler les fins de mois ? Selon SuperSarko, les caisses sont vides et pourtant les plus riches n'ont jamais été aussi riches. Moralité, les plus fortunés ont récupéré les caisses de l'Etat ! Sarkozy veut allonger l'âge de la retraite en expliquant que le système par répartition à la française est complètement dépassé... La preuve : les retraites ne pourront plus être financées. Notre Président oublie sans doute que l'abrogation des cadeaux fiscaux permettrait largement de financer le système actuel par répartition, ce merveilleux système solidaire visant à faire financer les retraites par les actifs.

Et que dire de la remise en cause des 35 heures, avec le fameux slogan "travailler plus pour gagner plus" ? Les salariés se sont rendu compte de puis belle lurette que ce discours visant à diviser les travailleurs et à stigmatiser les chômeurs ne tient pas debout. Tout d'abord, mettons fin à ce fantasme de la droite : les Français ne sont pas fainéants. L'indicateur du nombre d'heures effectives de travail montre que la durée du travail en France est de 41 heures hebdomadaires, soit un nombre d'heures se situant dans la moyenne européenne. Les Français ne travaillent donc pas moins que leurs voisins européens ! Ensuite, selon l'Eurostat (l'institut de statistique de l'UE), la productivité des travailleurs français est l'une des plus fortes au monde. Plus exactement, c'est le 3<sup>ème</sup> plus fort taux de productivité derrière les Norvégiens et les Américains. Ce qui signifie tout simplement qu'une heure de travail engendre plus de richesses en France qu'en Grande-Bretagne et même que dans les pays d'accueil des

délocalisations, comme le Vietnam. Or, selon la théorie économique de la valeur travail, lorsque la productivité du travail augmente, le travailleur est en mesure de bénéficier d'une augmentation de salaire ou d'une réduction du temps de travail. Les mensonges de la droite ne tiennent pas une seconde la route !

Par ailleurs, notre Président explique que, face à la baisse du pouvoir d'achat, il ne peut rien faire. Pourtant des solutions existent, notamment en indexant les salaires sur les prix. Au lieu de multiplier les cadeaux fiscaux aux plus riches, il faut augmenter le SMIC. Cette augmentation des salaires - de tous les salaires - nécessite une augmentation des minima par branche, ce qui entraîne une revalorisation de toutes les grilles de salaires. A ces arguments, la majorité gouvernementale nous répondra par la négative, prétextant une législation complexe. Or, la loi autorise le gouvernement à utiliser le principe d'extension pour généraliser à tout le territoire un accord prévalant dans une branche.

Face aux augmentations des salaires demandées par les travailleurs français, les dirigeants du CAC 40, le MEDEF, le gouvernement et ses députés aux ordres rétorquent qu'une augmentation généralisée des salaires engendrerait une nouvelle vague de délocalisations. Pourtant, à en croire les principaux observateurs économiques, les transferts de technologies sont en passe de s'achever en direction des pays accueillant les délocalisations. Ce qui signifie que ces pays rattrapent très rapidement les pays occidentaux et que, tôt ou tard, leurs travailleurs revendiqueront les dividendes de la croissance. A ces arguments, le député UMP de base nous expliquera qu'il n'y a pas que les entreprises du CAC 40 en France, mais aussi des PME, PME dans lesquelles les augmentations de salaires sont impossibles et blablabla... Nous lui rétorquons simplement que mettre en place la progressivité de la fiscalité pour ces PME, tout en leur facilitant l'accès au crédit, permettrait l'augmentation des salaires, exigée à juste titre par tous les salariés.



## QU'ELLE ÉTAIT BELLE LA RÉPUBLIQUE SOUS L'EMPIRE ! OU LA CARPE ET LE LAPIN SE PRÉPARENT À REIMS.

Par Ugo Be malicis (59) et Martin Crouzet (69)

C'est pour l'automne, ce sera à Reims, on sera à Reims. Il y a deux temps pour les socialistes. Le temps du réel, de la lutte, du rapport de force social à construire contre les réformes du gouvernement, et le temps du PS, un peu suspendu au-dessus du réel. Le jeu est d'harmoniser les deux, de porter au sein du PS les revendications de la gauche qui se bat sur le terrain social : école, temps de travail, pouvoir d'achat sans papiers, retraites... Le temps du PS s'accélère, faisons qu'il soit en phase avec le temps du réel pour le Congrès.

Il n'y a guère d'acquis social qui ne soit pas menacé en cette forte période de recul, faite d'arrogance de la réaction au pouvoir, d'absence d'alternative crédible à gauche... Mais comme le disaient les républicains après la chute de Napoléon III : qu'elle était belle la République... Sous l'Empire ! On trousse du socialisme sous Sarkozy, on l'imagine dans tous les sens, on le verbe, on le débâte, on l'émphase, on le déglutine parfois ! Chacun sa contribution, chacun son invitation sur France Inter, chacun son bouquin écrit vite fait par une équipe de nègres ou un pote journaliste, chacun sa partition. C'est le propre du chef d'orchestre sans orchestre, il prend son violon et joue ses classiques dans son coin. La Reine du Poitou est gourmande de Parti. Le Prince de Paris laisse entendre que si la couronne veut bien de lui il ne saurait lui refuser son élégante tête. Monsieur Dray nous vend son expérience d'élu de banlieue pour prendre les reines d'un parti à la banlieue du pouvoir. La mère des 35 heures ferait bien des heures supplémentaires à Paris. Le bal est frénétique autour du siège usé par le camarade Hollande, presque macabre, ainsi en va-t-il de l'avidité, c'est tragique ment humain. Ou Culturel ?

Libéral ou SOCIALISTE ? Libéral et SOCIALISTE ? On nous ressert le plat fadasse du faux débat à la con qui consiste à faire croire que les socialistes ont un problème avec l'économie de marché. Jospin privatisant plus que Balladur et Juppé réunis, il avait un problème avec l'économie de marché ? Et Mitterrand, il a renversé le capitalisme ? Et Blum, il a profité des grèves de 1936 pour faire la révolution ? Les socialistes français sont juste un peu plus faux-cul que le reste de la social démocratie sur la question, c'est tout, parce que le peuple français, lui, a une vraie haine contre le libéralisme. Et ça, le monde entier nous le reconnaît, ce devrait être une fierté !

Certes, ça ne se voit pas toujours, c'est une colère rentrée qui n'explose que de temps en temps à l'échelle nationale, mais si la gauche savait en profiter, elle serait au pouvoir depuis 1997. La vague du mouvement social de 1995 qui a porté les socialistes au pouvoir en 1997 aurait pu ouvrir une période folle faite de progrès sociaux et démocratiques en pagaille. Au lieu de ça on a eu des 35

heures bien ficelées qu'elle n'ont pas survécu (ou si peu !) et firent des éternés dans une large frange de notre électorat, des privatisations, un PACS qui n'est qu'un refus du mariage gay... Mais la gauche, du moins les dirigeants de la gauche, ne savent pas en profiter, car ils ne le désirent pas. Ils sont vraiment libéraux, quoi qu'en disent leurs palabres : les actes ne sont pas au rendez-vous. C'est pourquoi de nombreux députés socialistes ont permis la ratification du traité de Lisbonne par le Parlement alors qu'ils avaient l'arme entre les mains pour le bloquer (la majorité ne disposant des 3/5 nécessaires au parlement pour ce la) et déclencher un processus référendaire. C'est pourquoi aujourd'hui le PS est atone sur le « non » Irlandais. C'est pourquoi on nous a proposé une déclaration de principe qui donne à boire et à manger à tous sans satisfaire vraiment personne. Qui aujourd'hui est capable de dire ce qu'est une "économie sociale et écologique de marché" (in La déclaration de principe) ? C'est pourquoi ce Congrès doit être le moment de la clarification idéologique. Libéraux ou socialistes ? En langage clair : dans le camp du travail ou du capital ? Car la vraie question est là. Qu'on le veuille ou non, que ça dérange intellectuellement ou moralement, qu'on se sente plutôt réformiste ou plutôt révolutionnaire, plutôt social démocrate ou plutôt socialiste, selon les tempéraments, les contradictions entre ceux qui se goinfrent et ceux qui subissent font parti du réel. Les super-profits, les parachutes dorés, la rapacité des banques, les pressions sur les salaires, la précarisation du salariat, la pauvreté galopante font parti du réel. Les vieilles recettes du social libéralisme, de l'accompagnement social du libéralisme, de l'encadrement du marché et de toutes ces somités ont fait long feu. Elles ont donné Anthony Blair qui vient saluer son ami Sarkozy à Paris, Romano Prodi qui n'a rien fait des périodes où il était au pouvoir à part préparer les retours de Berlusconi, et dans une moindre mesure Eric Besson à la prospective et Woerth au budget. La synthèse du Mans a étouffé les violents désaccords qui existent entre nous et se sont exprimés au moment du référendum sur le TCE.

La synthèse du Mans est morte au moment où les députés socialistes ont voté selon leur libre arbitre "pour" ou "contre" la modification constitutionnelle permettant la ratification parlementaire du traité de Lisbonne. Assumons. En toute franchise, en toute camaraderie, honnêtement. Le PS est à la croisée des chemins. Nous venons du sentier de la défaite, ayons l'audace de prendre ce lui de la victoire : celle du socialisme.

Las tm inute , but not le ast

Les rencontres de l'Offensive  
Socialiste prévues originellement à  
Nantes les 5 et 6 juillet 2008 sont  
reportées à l'automne.

## LE MARADONA DE KUSTURICA : DÉTONNANT !

Julien Guérin (75)

Le 29 mai dernier est sorti en salle le dernier film du cinéaste serbe Kusturica, réalisé à uril y a que lques années de Chats noirs, chats blancs. Dans ce film-documentaire, il retrace l'itinéraire d'un des plus grands footballeurs de l'histoire. Ce n'est pas une biographie linéaire qu'a choisie Kusturica pour évoquer ce lui que tout un peuple a surnommé El Pibe de oro (la perle d'or) mais des entretiens avec la star, ses plus beaux buts (sur fond de God Save the Queen des Sex Pistols) et des flashs sur les grandes étapes de sa vie. Né dans les bidonvilles de Buenos Aires et issu des classes les plus populaires d'Argentine, Diégo Maradona n'a par la suite jamais renié son camp et sa classe, ce qui n'est pas si courant dans ces milieux sportifs où les valeurs de l'argent et de la concurrence libérale règnent désormais en maître. C'est en ce la qu'il nous intéresse ici. Il ne s'agit pas de faire de Maradona une nouvelle icône révolutionnaire (comme ça peut être un peu tendance à le suggérer Kusturica dans le film) mais de saluer les prises de position progressistes, anti impérialistes et le talent d'un véritable génie du football. Il dénonce avec justesse l'embargo que les Etats-Unis font subir de puis des décennies au peuple cubain, confie à Kusturica sa révolte contre les bombardements de l'OTAN en Serbie (pays du réalisateur) en 1999 et contre la guerre en Irak, confesse son admiration pour le Che et participe même à un grand meeting contre la politique de Bush en Amérique latine aux côtés des présidents Chavez et Morales. Maradona a compris que la ZLEA (zone de libre échange des

Amériques) que veulent imposer les Etats-Unis n'était qu'un projet impérialiste et libéral visant à étendre la puissance de ses grandes firmes multinationales et à asservir un peu plus les peuples sous le joug de la finance. S'il est certainement abusif (comme le fait le film) de faire des deux buts de Maradona contre l'Angleterre lors du quart de finale de la coupe du monde 1986 une revanche des peuples opprimés contre le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale, un itinéraire tel que celui de Maradona mérite d'être (re)connu tant il demeure rare dans le milieu du sport. L'Argentine, à laquelle Diégo est si attaché, ruinée et mise à genou par les politiques capitalistes des institutions internationales en 2001-2002 et profondément meurtrie par la féroce dictature du général Videla en 1976-82, est un pays de lutte et de résistance. Maradona incarne un peu ce la... Le personnage comporte aussi sa part d'ombre et d'ambiguïté (drogues, dopage, dérive people, lien avec la mafia...) mais il semble souvent avoir été victime de sa propension à l'excès et à une certaine mégalomanie. Le film passe peut être trop rapidement sur ces questions... Cependant, il vaut le détour. Le contexte politique et social actuel de l'Amérique latine avec une forte poussée à gauche, une radicalisation des luttes populaires et une contestation globale de l'ordre néolibéral bushiste est indéniablement la toile de fond de tout le documentaire dont le mérite est de montrer l'aspiration de tout un continent (par le prisme d'un sportif atypique) à la justice et à l'égalité. Comme les militants révolutionnaires et toute la gauche latino-américaine le clament dans les meetings, rassemblements et manifestations : "El pueblo unido jamás será vencido".

## UNITÉ

## Comité de Rédaction d'Unité

Jean-François Claudon (75)	Thomas Chavigne (31)
Julien Guérin (43)	Emilie Leblong-Masclat (35)
Laurent Johanny (94)	David Torres (75)
Renaud Chenu (75)	Tunjaï Cilgi (64)
Ernest Simon (44)	Yoann Rouvière (43)
Ugo Bernalicis (59)	Pierre Cortese (63)
	Laure Jincquot (75)

Numéro 12, juin 2008

adresse e-mail : unite\_journal@yahoo.fr

Articles en ligne sur : [www.democratie-socialisme.org/](http://www.democratie-socialisme.org/)

Numéros téléchargeables sur :

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

## CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité

Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste

Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom : .....

Prénom : .....

Groupe : .....

Fédération : .....

Adresse e-mail : .....

Téléphone : .....

Coupon à renvoyer à unite\_journal@yahoo.fr ou à Offensive Socialiste / Renaud Chenu / 4, rue Charlemagne / 55130 / Gondrecourt le Château.

Nos amis : D&S ([www.democratie-socialisme.org/](http://www.democratie-socialisme.org/)); Le militant (<http://www.le-militant.org/>); Parti Pris (<http://www.partipris.org/>); Gauche Avénir (<http://www.gaucheavenir.org/>); TAG (<http://transformeragauche.fr/>); Trait d'Union (<http://www.traitdunion.org/index.php>); RAG (<http://www.2007lagauche.net/>); Priorité à gauche (<http://prioriteagauche.typepad.fr/>); NPS (<http://www.nouveaup.s.org/>); PRS (<http://www.pourlarepublique sociale.org/>).

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE  
<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>